

**Syrie - Lutte contre le terrorisme -  
Déclaration de M. Jean-Yves Le  
Drian, ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères  
(Paris, 30 mai 2017)**

Mesdames et Messieurs,

Je viens d'avoir l'occasion de m'entretenir avec M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, c'était notre premier entretien.

Cette rencontre a été l'occasion pour moi de réitérer le soutien de la France à la médiation difficile conduite sous votre responsabilité à Genève, en vue de définir les modalités d'une transition démocratique négociée, conformément à la feuille de route tracée par le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies.

Le dernier cycle de négociations à Genève a permis d'affiner encore davantage la méthode de travail et les modalités d'échange entre les parties. Il est important que les négociations s'engagent désormais dans le coeur du sujet : la transition politique, les modalités d'évolution des pouvoirs durant la phase de transition, la réforme du cadre constitutionnel syrien, la préparation d'élections libres et équitables. C'est l'agenda fixé par la résolution 2254 et c'est notre feuille de route aujourd'hui.

Vous le savez, en Syrie, la priorité de la France va d'abord à la défaite de Daech, qui nous menace depuis le territoire qu'il contrôle encore, même si nous constatons des reculs successifs.

À côté de cette lutte nécessaire contre Daech, nous devons tenir compte de la guerre civile syrienne qui dure depuis six ans, et qui a abouti à la destruction du pays et au développement du terrorisme. Seul un processus politique crédible permettra de créer les conditions de la réconciliation nationale, la reconstruction de la Syrie, et l'endigement durable du terrorisme, sur le terrain comme dans les esprits.

Pour y parvenir, Staffan de Mistura et moi sommes convenus d'une priorité immédiate : établir un cessez-le-feu effectif et durable sur l'ensemble du territoire. L'accord trouvé dans le cadre des discussions du processus d'Astana constitue un premier pas. Néanmoins, vous le savez, les violations persistent, ce qui est très préoccupant.

Nous avons également évoqué ensemble la situation humanitaire, toujours dramatique en Syrie, et en particulier les difficultés d'accès aux zones tenues par l'opposition, où les besoins

humanitaires sont immenses.

Sur tous ces aspects de la tragédie syrienne, je souhaitais vous le redire, la France demeurera très engagée, en plein soutien de vos efforts pour aboutir à un processus inclusif de paix./.